18 octobre 1989

**Intervention du ministre de l'Éducation nationale au séminaire
« CEFISEM » sur le thème : « École et immigrations : le rôle des
CEFISEM »**

Lionel Jospin

Source : *BOEN* 1989 n°43, p. 2789-2793

Depuis 1950, de nombreux centres de formation spécifiques ont été créés : les centres post-scolaires agricoles et ménagers agricoles (1951) ; les centres de pédagogie spéciale de Beaumont-sur-Oise (loi du 31 décembre 1951) et de Suresnes (reconnaissance de ce centre par la loi du 10 avril 1954) ; centres de formation des futurs maîtres chargés d'enseigner les sciences dans les cours complémentaires agricoles (1954) ; centres de formation des institutrices chargées de l'enseignement ménager dans les écoles normales et les cours complémentaires (1955) ; centre de Montignon (décret du 4 juillet 1959) ; centres régionaux de formation des futurs professeurs des collèges d'enseignement régional (décret du 21 octobre 1960) ; centres régionaux de formation des instituteurs et institutrices chargés de l'enseignement et de l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés (décret du 1er avril 1964)...

Les centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants ont été créés en application de la circulaire du 1er septembre 1977, reprise par celle du 13 mars 1986 (*BOEN* n° 13 du 3 avril 1986). Ces centres s'inscrivent dans le cadre de la politique d'intégration dans l'école voulue par le ministère.

Mesdames et Messieurs,

Au moment où beaucoup s'interrogent publiquement pour savoir ce qu'est la laïcité face au droit à la différence, où d'autres croient pouvoir s'arroger le droit de dire qui sera ou ne sera pas accueilli à l'école, je suis heureux de vous saluer, vous dont je sais l'engagement personnel dans le domaine important qui est l'objet de ces deux journées de réflexion et qui représentez tous ceux qui travaillent à faire de notre école l'école de tous, quelles que soient les origines géographiques, linguistiques, culturelles, sociales des enfants et des jeunes

Nous sommes ici pour progresser et voir comment l'École peut remplir ses engagements à l'égard des enfants de migrants qui sont nos élèves et comment vous-mêmes pouvez y contribuer.

Nos objectifs dans ce domaine sont clairs : notre action doit viser à assurer la réussite scolaire ; mais il s'agit aussi de faire de l'école le lieu de reconnaissance par tous de la légitimité de la diversité culturelle de notre société afin de contribuer à son évolution

Pour cela, je traiterai successivement de deux points :

- les grands axes d'une politique,
- la place et le rôle des CEFISEM.

I. Une politique

A. Un point de départ : notre société est pluriculturelle

La société française est, que certains le veuillent ou non, une société plurielle, à composantes culturelles multiples ; en donnent évidemment la preuve les communautés dont relèvent les publics qui sont au centre de votre action : enfants des immigrations, de réfugiés, de rapatriés, enfants de nomades et tsiganes... Mais il faut également citer la diversité culturelle liée aux différentes régions qui, dans l'hexagone comme à des milliers de kilomètres, constituent notre territoire ainsi que la communauté nationale.

Cette pluralité des composantes de notre population existe depuis longtemps, pour ne pas dire depuis toujours, et tout incite à penser que sur ce plan, l'homogénéité n'est pas, heureusement, pour demain. En effet, cette diversité est source d'enrichissement pour nous tous, dès lors que l'on ne reste pas enfermé dans sa propre sphère, que l'on se met en situation de chercher à connaître, à comprendre, en situation d'échanger. Elle ne menace en rien l'unité de la nation : le respect des règles du jeu collectif, clairement établies et déterminant pour tous droits et devoirs, est là à la fois la condition et le garant du fonctionnement démocratique qui cimente notre société.

Je ne résiste pas au plaisir de citer de nouveau, tant elle me paraît juste, l'image qu'utilise à cet égard Fernand Braudel dans son ouvrage sur l'identité de la France : il voit la population et l'identité françaises comme « *un tissu dont les innombrables fils sont les hommes et les femmes de notre société, avec leur diversité de cultures : de loin le tissu est homogène, mais, pour qui veut regarder de près, chaque fil a sa couleur, son histoire...* » J'ajouterai que cela lui donne un chatoiement qui n'enlève rien à sa solidité.

En tant que citoyens, nous sommes tous concernés par la diversité culturelle : à cause de notre histoire personnelle et collective, mais aussi parce qu'elle marque notre société. Et nous le sommes plus encore en tant qu'éducateurs.

Notre rôle en la matière est avant tout de ne pas cataloguer, ne pas enfermer dans une appellation : chacun doit pouvoir se reconnaître comme il lui convient. Il est aussi de ne pas nier les caractéristiques culturelles de nos élèves mais au contraire de bâtir à partir d'elles. Former les jeunes doit conduire à ce qu'ils disposent des éléments nécessaires à leur choix propre. Si choix il doit et peut y avoir, car nous relevons tous de plusieurs systèmes de références, notre objectif est de permettre à chacun de trouver son équilibre et de savoir gérer les conflits que peuvent éventuellement générer des références plurielles.

Dans ce contexte, le rôle de l'École est central. De tous temps, l'École, accueillant et formant tous les enfants, a eu une fonction intégratrice. Dans certaines régions, on lui a même parfois reproché ses fonctionnements et effets unificateurs. Au-delà de l'accès à la langue de la nation et aux savoirs communs qu'elle offre aux jeunes, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, leur garantissant ainsi des éléments fondamentaux d'intégration dans la communauté nationale, elle

doit maintenant plus que jamais relever un double défi : poursuivre l'objectif de maîtrise du français et de réussite scolaire et contribuer à la reconnaissance de la diversité culturelle.

B. Premier objectif : donner des chances égales à chacun

Concernant le premier volet de ce défi, l'apprentissage du français, les principaux outils particuliers sont forgés depuis déjà de nombreuses années : des structures ou actions spécifiques (classes d'initiation, cours de rattrapage intégrés, classes d'accueil du second degré ou cours supplémentaires) peuvent être mises en place et doivent l'être dès lors que la situation les rend nécessaires et que les conditions sont réunies. Il s'agit non plus de créer d'autres outils mais d'affiner ceux-ci, de travailler à leur bonne utilisation et notamment de faire en sorte qu'ils conduisent, au plus tôt et sans les pénaliser, les élèves qui en bénéficient à intégrer pleinement les classes ordinaires. Je n'apprendrai rien aux « spécialistes », que vous êtes en soulignant dans cette perspective les vertus des fonctionnements « ouverts », « intégrés », « décloisonnés », qui, de plus en plus, doivent se substituer aux structures fermées sur elles-mêmes. Cela ne signifie pas bien sûr qu'il n'y ait besoin ni d'actions spécifiques, ni de recours à des méthodologies d'enseignement de type « français langue étrangère » ou « français langue seconde ». Les travaux des chercheurs en la matière doivent d'ailleurs permettre aux pratiques pédagogiques de s'adapter sans cesse et donc nourrir vos actions de formation.

Cependant, le problème majeur n'est plus celui des élèves réellement non francophones : d'une part, ils sont relativement peu nombreux dans l'ensemble de notre public scolaire et, d'autre part, je viens de l'indiquer, nous savons le traiter techniquement ; il suffit de le vouloir.

Le problème majeur est celui des élèves en difficulté qui ont besoin que l'École fasse un effort particulier pour adapter son action à l'objectif de réussite que nous formulons pour eux comme pour tous.

Je refuse de lier systématiquement immigration ou origine culturelle autre et échec scolaire. L'altérité linguistique et culturelle - j'en ai parlé et j'y reviendrai encore - renferme un potentiel de richesse dont l'École ne peut que bénéficier si elle veut s'en donner la peine.

Mais force est de constater que parce qu'ils relèvent en grande partie de milieux socio-culturels défavorisés, les élèves qui sont au centre de votre action - issus d'immigrations diverses ou enfants du voyage - sont plus que d'autres touchés par ce phénomène grave, individuellement et collectivement. C'est pourquoi les différents dispositifs d'action pour la réussite scolaire, qui existent et que j'essaie de développer quantitativement et qualitativement (renforcement de la scolarisation pré-élémentaire à deux ans dans les zones sensibles, développement des ZEP, action de soutien, fonctionnement par cycles, par projet, plan lecture, orientation mieux adaptée...) doivent être mobilisés pour résoudre les problèmes que connaissent ces élèves. Une attention accrue doit

être portée aux relations avec les familles voire aux actions de formation en leur direction compte tenu de l'écart, plus grand encore que pour leurs enfants, qui les sépare du monde de l'École.

C. Deuxième objectif : l'ouverture culturelle

Le second volet de ce défi est celui de l'ouverture culturelle de notre École. Il n'est pas sans lien d'ailleurs avec le premier puisque, pour réussir, il faut se sentir reconnu comme personne.

J'ai eu l'occasion récemment d'aborder cette dimension en lançant l'opération « Composition française » que vous connaissez et que, directement ou indirectement, vous soutiendrez. Je le répète : la diversité culturelle est une dimension légitime de notre société ; l'École doit être un lieu de reconnaissance de cette diversité, de connaissance de soi et des autres, un « lieu d'apprentissage de l'autre », « de découverte de la diversité des composantes humaines, historiques, culturelles » qui ont fait et font encore ce que nous sommes.

Cette mission, l'École peut la remplir de différentes façons : l'opération « Composition française » est l'un des modes de découverte active auxquels nous attachons une grande importance.

La place des langues étrangères à l'école et notamment celles des pays d'émigration est également un moyen de reconnaissance et de connaissance de l'autre. Il serait trop long de développer ici ce domaine d'action. Sachez seulement que c'est pour moi un volet important de notre action formatrice et que, sans méconnaître les difficultés de gestion qu'il pose, je ne renoncerai pas à offrir un choix diversifié d'enseignement de langues dans le second degré.

S'agissant du premier degré, le problème est encore plus complexe. L'introduction expérimentale et contrôlée de l'enseignement d'une langue vivante à l'école élémentaire est encore trop récente pour que l'on puisse en tirer des conclusions. Je sais cependant que pour le moment peu de place est faite aux langues de l'immigration. C'est dommage : la dimension européenne ne doit pas nous faire perdre nos contacts avec les autres cultures. D'ailleurs, les langues de l'immigration sont présentes également en Europe comme langues nationales ou langues de communautés résidentes numériquement importantes. Je ne désespère pas de voir - ou d'aider à faire naître - des évolutions favorables dans ce domaine.

La question de l'enseignement des langues et cultures des pays d'origine interfère désormais avec cette expérimentation, ce qui peut accentuer les difficultés que connaît et que pose cet enseignement. Là encore, je ne veux ni laisser les choses en état puisque problème il y a, ni casser un dispositif qui, même s'il n'est pas pleinement satisfaisant, existe et concerne de très nombreux élèves. Ne vous attendez pas aujourd'hui à l'annonce de nouvelles dispositions. Nous n'en sommes pas là. Je veux seulement que vous sachiez que c'est un chantier que j'ai ouvert dans la perspective de rapprocher ces enseignements des fonctionnements ordinaires de notre école. Cela ne pourra se faire qu'en

concertation étroite avec les pays étrangers concernés par les accords actuels. En attendant, vous pouvez aider à améliorer le fonctionnement du dispositif : l'information et la formation des enseignants étrangers, qui font partie de vos missions, peuvent à cet égard faire beaucoup, de même que " l'assistance technique » qu'avec les autres personnels d'animation, de conseil ou d'encadrement, vous pouvez apporter.

Au-delà des modes et domaines d'action que je viens d'évoquer, l'École doit, dans son action ordinaire, ouvrir ses contenus et supports d'enseignement aux réalités de notre société. La nécessité d'ouvrir nos programmes à d'autres cultures a déjà été affirmée à maintes reprises. Pierre Bourdieu et François Gros, à qui j'ai demandé une réflexion sur les contenus de notre enseignement, ont fait de cette nécessité une de leurs conclusions principales. C'est une de mes préoccupations. Une vaste consultation va avoir lieu prochainement sur les contenus de notre enseignement ; ses résultats seront remis au nouveau Conseil national des programmes. C'est à cette occasion que la question de l'ouverture de nos programmes - y compris celle de la place des phénomènes migratoires eux-mêmes - sera abordée ou en tout cas pourra être abordée.

Mais les programmes ne font pas tout. Je ne vois que des avantages à ce que, dans les écoles, collèges et lycées, se développent - à partir des BCD, des CDI, en accompagnement des divers enseignements (et toutes les disciplines s'y prêtent) - avec tout le savoir-faire méthodologique qui sied à l'action scolaire, des activités éducatives significatives de cette volonté d'ouverture : échanges de correspondances, montages d'expositions, activités de découverte, productions artistiques diverses... ; les modes d'action ne manquent pas. Le fonctionnement par projet, désormais inscrit dans la loi, doit garantir la rigueur et la cohérence indispensables.

Ces orientations générales que je souhaite voir mises en œuvre peuvent se résumer ainsi : que l'attention à chacun des élèves, quelles que soient leurs caractéristiques individuelles et collectives, soit effectivement une préoccupation éducative, pédagogique, normale, exploitant au bénéfice de tous l'extraordinaire richesse que fournit notre diversité.

Il est temps maintenant d'en venir à la place du réseau CEFISEM dans la mise en œuvre de l'action éducative dont je viens de préciser les grands axes.

II. Place et rôle des CEFISEM

Pour moi, il est clair que les CEFISEM - qui n'ont évidemment pas le monopole de l'action en la matière et je doute qu'ils en aient la prétention - ont un rôle important à jouer.

Les considérer comme des outils académiques au service des acteurs du système éducatif conduit à repréciser leurs missions. Ce sera bientôt fait dans un texte d'orientation générale (qui sera diffusé sous forme de circulaire) mais je souhaite d'ores et déjà en tracer les grandes lignes :

A. Les missions des CEFISEM

Les CEFISEM sont des centres au service des responsables académiques : capables donc de donner aux différents responsables toutes les informations - quantitatives et qualitatives - utiles pour la conception de leur action, d'attirer leur attention sur tel ou tel aspect de ce domaine d'action, de jouer un rôle d'aide à la décision, notamment en ce qui concerne les relations entre l'Éducation et ses partenaires, par exemple au sein des commissions régionales pour l'insertion des populations immigrées.

Ils sont aussi des centres au service des écoles et établissements : en mesure donc d'apporter aux écoles, collèges ou lycées, une aide dans l'élaboration des réponses pédagogiques adaptées à leur situation, aux problèmes rencontrés.

Ces apports peuvent se faire selon diverses modalités : actions d'information et de formation en direction de publics plus ou moins ciblés, assistance et conseil aux équipes éducatives, production d'outils informatifs ou méthodologiques avec l'appui des CRDP et CDDP.

Je détaillerai peu ce qui est votre pain quotidien. Votre action s'exerce nécessairement en direction de personnels divers ; depuis les enseignants des classes d'accueil aux multiples partenaires des stages École-quartier, en passant par les enseignants de langue et culture d'origine, les élèves-instituteurs, parfois les professeurs en formation dans les CPR, les personnels d'animation... Cette action varie, et c'est normal, en fonction des sujets traités : de l'accueil des primo-arrivants à la promotion de la dimension interculturelle en passant par la lutte contre les difficultés, spécifiques ou non, que connaissent les élèves qui constituent votre public. Votre rôle d'assistance et de conseil des équipes éducatives, dans leur action quotidienne comme dans l'élaboration et la conduite de leur projet, me paraît pouvoir sans difficultés s'articuler avec celui que jouent d'autres personnels comme les IPR, les IDEN, les conseillers pédagogiques.

Enfin, est-il nécessaire de le préciser, votre action peut parfois déborder le cadre du système scolaire : c'est la nature même des problèmes éducatifs traités qui y conduit. Cependant, je vous demande de ne jamais perdre de vue que c'est d'abord les pratiques scolaires que vous devez aider à faire évoluer.

Ainsi rapidement brossé, le tableau de votre activité pourrait sembler un peu désordonné. La complexité que j'y vois m'apparaît incontournable, compte tenu de la diversité même du champ couvert et de la nécessité d'agir sur plusieurs fronts à la fois. Une certaine souplesse est indispensable pour répondre de façon appropriée, à partir d'une bonne perception des réalités et des besoins « du terrain », aux questions qui se posent. Cette souplesse doit se doubler de rigueur et de coordination d'autant plus qu'il s'agit pour le réseau CEFISEM d'être crédible à tous les échelons du système.

B. La structure du réseau CEFISEM

Pour mener à bien ces missions, une structuration de l'action s'impose au niveau académique.

Les CEFISEM doivent être des centres bien identifiés, ayant un rôle fonctionnel, défini par leurs missions, leur champ de compétence. Ils doivent avoir aussi une existence institutionnelle : ils relèvent administrativement dans l'immédiat de l'école normale d'implantation, mais figurent dans l'organigramme académique en tant que « service académique ». Lorsque la situation locale n'est pas encore parfaitement claire à ce sujet, je souhaite qu'elle le devienne rapidement.

J'ai dit « dans l'immédiat », car il est bien évident qu'à terme ils feront partie des IUFM, mais les choses ne sont pas suffisamment avancées aujourd'hui pour qu'on puisse préciser plus avant les modalités de ce rattachement.

Les CEFISEM sont constitués d'un « noyau » de formateurs permanents relativement restreint (de 3 à 6 selon les académies), de formations et d'expériences diversifiées, complété par des relais départementaux, ou des « antennes » lorsque les situations le justifient. Cette équipe est bien évidemment amenée, en fonction des opérations conduites, à faire appel à d'autres formateurs internes ou externes à l'éducation.

La direction de l'équipe, c'est-à-dire notamment la coordination de son action, revient tout naturellement au directeur de l'école normale-support. Celui-ci assure les liaisons avec les responsables départementaux et académiques, dont les MAFPEN et autres organes d'information et de formation. Il exerce à leur égard un pouvoir d'interpellation quant aux situations qu'il peut être amené à connaître par les activités du CEFISEM.

Il est évident que l'efficacité de l'action d'un CEFISEM repose sur son adéquation aux réalités de l'académie et aux besoins locaux. Elle nécessite d'une part une bonne connaissance de ces réalités et besoins et, d'autre part, une articulation avec les autres volets de l'action académique (organisation des structures pédagogiques, ZEP, recherche et innovation pédagogiques, action culturelle, plans de formation...) et donc l'implication de l'ensemble des responsables pédagogiques et administratifs (chef de MAFPEN, IA, IPR, IDEN, chefs d'établissements...). Pour renforcer ces articulations, je souhaite que dans chaque académie le recteur associe, dans une structure *ad-hoc*, l'ensemble des responsables concernés, y compris, le cas échéant, des universitaires susceptibles d'apporter un éclairage sur les questions abordées : c'est au recteur de définir la politique académique, de l'impulser, de l'évaluer.

Conclusion

Les questions éducatives sur lesquelles vous travaillez sont également des problèmes de société. L'intérêt qu'y portent d'autres instances nationales (ministère de la Solidarité en particulier mais aussi ministères de l'Intérieur, de la Culture, de la Justice, Délégation interministérielle à la ville...) ou

internationales (notamment : CCE, Conseil de l'Europe) en témoignent. Leur importance justifie que nous-mêmes au plan national nous nous donnions les moyens d'une action de qualité.

Comme les publics en question, les savoirs nécessaires pour conduire l'action à leur égard évoluent relativement vite. Par ailleurs, des enseignements utiles peuvent être tirés d'actions engagées ici ou là, en Europe comme en France. L'administration centrale a besoin de les connaître pour affiner et conduire sa politique dans ce domaine.

Dans cette perspective, j'ai l'intention d'étudier la proposition qui m'est faite de créer un conseil scientifique dans votre domaine. Il aurait pour fonction d'apporter régulièrement aux responsables nationaux les éléments scientifiques et méthodologiques susceptibles d'orienter l'action éducative et de proposer des outils permettant d'étayer votre action. Il aurait également à connaître de vos activités, réalisations, innovations pour en tirer parti.

Je n'oublie pas que nous devons aussi contribuer à la formation continue des formateurs que vous êtes. Pour vous, comme pour tous les personnels, il s'agit là d'un moyen puissant d'adaptation et de renouvellement des pratiques, de mise en adéquation de votre action avec les situations éducatives, sans cesse en évolution. Vos rencontres nationales, ou inter-académiques participent de cette formation continue ; c'est là un mode d'animation du réseau qui me paraît important pour assurer la diffusion des savoirs et des pratiques.

Cette question, comme celles que j'ai précédemment évoquées, sera certainement reprise au cours de ces deux jours et, comme les autres, elle fera l'objet d'une attention renouvelée de la part des services ; j'ai chargé mon cabinet d'assurer le pilotage général de votre domaine d'activité.

J'espère que ces deux journées, déjà bien entamées, seront pour tous l'occasion d'un travail fructueux. Soyez assurés que je serai moi-même attentif à leurs résultats.